

## Négociations Israël-Palestine

**« Les Palestiniens n'accepteront pas moins que la levée du blocus, la reconstruction de la bande de Gaza et une connexion territoriale entre celle-ci et la Cisjordanie. De son côté, Israël veut maintenir le statu quo ».**

ENTRETIEN avec Mahdi Abdel Hadi par Julio de la Guardia

**M**ahdi Abdel Hadi est le fondateur et président de la Société palestinienne pour l'étude des affaires internationales (PASSIA) et est considéré comme l'un des principaux intellectuels et analystes politiques palestiniens contemporains. Le docteur Abdel Hadi reçoit **AFKAR/IDEEES** au siège de PASSIA à Jérusalem-Est pour expliquer les causes et les conséquences immédiates de la récente opération baptisée « Bordure protectrice », dont le bilan de pertes humaines s'élève à plus de 2 100 morts palestiniens et à 73 morts israéliens, 10 000 blessés de gravité diverse. L'opération a provoqué la destruction totale ou partielle de plusieurs milliers de maisons dans la bande de Gaza et a généré environ 500 000 déplacés internes, dont une partie est encore logée à titre provisoire dans des écoles publiques ou dans celles de l'UNRWA et dans des tentes.

**AFKAR/IDEEES** : Pourriez-vous nous expliquer quelle a été la logique après l'opération « Bordure protectrice » ?

**MAHDI ABDEL HADI** : Le principal objectif du gouvernement israélien était de maintenir le statu quo, c'est-à-dire maintenir la Cisjordanie séparée de la bande de Gaza, poursuivre la construction de colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et avancer dans le processus de judaïsation de Jérusalem. Il a aussi profité de la conjoncture pour appliquer des châ-

timents et pour procéder à des arrestations massives en Cisjordanie et à Jérusalem [selon l'organisation palestinienne de soutien aux prisonniers, Adameer, 2 000 Palestiniens ont été détenus depuis le 12 juin, jour où s'est produit l'enlèvement et le meurtre de trois jeunes israéliens – devenant le signe avant-coureur de l'opération militaire – portant à plus de 7 000 le nombre de prisonniers palestiniens incarcérés dans des prisons israéliennes], et parmi elles environ 500 ex-détenus palestiniens qui avaient été libérés en échange de Gilad Shalit, en octobre 2011.

**A/I** : Y-a-t'il un autre élément politique que vous souhaiteriez souligner ?

**MAH** : Naturellement. Benjamin Netanyahu a voulu profiter de l'occasion que la crise de l'enlèvement et du meurtre des trois jeunes lui offrait pour saboter l'accord de réconciliation nationale palestinienne et le gouvernement technocrate qui avait été investi le 2 juin dans le but de gérer, à titre transitoire, l'Autorité nationale palestinienne jusqu'aux élections présidentielles et législatives, à la fin de l'année 2014. Bien que le nouvel exécutif ait, en principe, rempli les trois conditions imposées par le Quartet (reconnaissance d'Israël, renoncement à la violence, acceptation de tous les accords déjà conclus entre Israël et l'OLP) et qu'il ait été reconnu par la com-

munauté internationale, ce scénario n'intéressait pas Netanyahu.

**A/I** : Et du point de vue militaire ?

**MAH** : Préoccupés par le fait que les capacités offensives du Hamas puissent atteindre, d'après eux, un niveau inacceptable – tant à cause de la construction de tunnels transfrontaliers permettant d'entrer sur le territoire qu'à cause du renforcement de leurs stocks de roquettes – ils ont décidé alors de mettre en œuvre une opération préventive contre eux. En fin de compte, ils ont peur de l'éventuelle expansion de l'islam politique dans la région, mais aussi que le Hamas finisse par évincer Mahmoud Abbas.

**A/I** : Quelle était la position du Hamas à ce sujet ?

**MAH** : L'agenda du Hamas consistait à mettre un terme au blocus. Mais quand ils ont vu qu'Abbas était incapable d'obtenir des résultats, ils ont conclu qu'il fallait s'affronter à Israël. Pour cela, ils sont partis du principe qu'Israël était comme un grand éléphant stupide qu'ils ne peuvent pas tuer, mais lui rendre la vie impossible dans le cirque. La guerre a été une mission suicide, pour laquelle ils ont payé un lourd tribut, dont l'objectif était la levée du blocus, l'ouverture des passages frontaliers – en particulier celui de Rafah – le paiement des salaires à

## L'Égypte ne va pas accepter le Hamas comme un interlocuteur valable, mais elle va se rallier à Israël

40 000 fonctionnaires, la tenue d'élections ainsi que la recherche de légitimité et de reconnaissance internationale.

**A/I :** *Et le rôle joué par l'Égypte ?*

**MAH :** L'Égypte ne va pas accepter le Hamas comme un interlocuteur acceptable et ne va reconnaître ni l'identité ni l'idiosyncrasie propres à la bande de Gaza, mais va se rallier à l'initiative que proposera Israël. Par ailleurs, pour le nouveau président, Abdel Fattah al Sissi, cette guerre lui a permis de fermer le chapitre ouvert sous la présidence de Mohammed Morsi. Le nouveau régime d'Al Sissi considère le Hamas comme une branche locale des Frères musulmans, poursuivis policièrement, judiciairement et légalement en Égypte. Il leur demande indirectement de supprimer de leur Charte fondatrice le paragraphe mentionnant qu'ils se définissent comme une « branche palestinienne des Frères musulmans » tout comme Israël demanda, à la fin des années quatre-vingt-dix à l'OLP, de supprimer de la sienne la mention qui était faite sur « la destruction d'Israël », ce qu'obtenait au moment du Processus d'Oslo Yasser Arafat sous l'égide de Bill Clinton. L'Égypte prétend transformer sa « guerre particulière contre le terrorisme » [slogan utilisé à partir du mois d'août 2013 pour légitimer les évacuations de force des camps islamistes sur les places de Rabaa et Nahda, et la campagne de harcèlement postérieure à l'encontre des Frères musulmans] en une formule pour freiner le Hamas sur son propre territoire.

**A/I :** *À votre avis, quelles sont les conséquences immédiates de la guerre ?*

**MAH :** En dépit des lourdes pertes dont je parlais auparavant, je crois que cette guerre a fait renaître un authentique orgueil national de la part des Palestiniens, qui a incité les gens à réclamer à Abbas qu'il soutienne les demandes et les revendications présentées par le Hamas. Il s'est donc vu obligé d'envoyer au Caire une délégation composée de cinq représentants du Hamas, deux du Jihad islamique, un du Front populaire, un du Front démocratique, un autre du Parti du peuple palestinien et seulement deux du Fatah (Azzam al Ahmad et Mayed Farah), afin d'engager des pourparlers basés sur les revendications du Hamas (la levée du blocus, l'ouverture des passages frontières, l'extension de la zone de pêche, la libération d'ex-détenus réincarcérés inclus dans l'échange contre Gilad Shalit, la construction d'un port et la reconstruction de l'aéroport).

**A/I :** *Que pensez-vous de ces négociations ?*

**MAH :** La vérité est que ces négociations s'avèrent assez compliquées et qu'il sera réellement difficile de trouver des points d'entente. Les Palestiniens n'accepteront pas moins que la levée du blocus – qui détruit systématiquement depuis 2007 l'économie de la bande de Gaza –, la reconstruction de la bande et l'articulation d'un type de connexion territoriale entre celle-ci et la Cisjordanie afin de permettre le transit entre les deux territoires.

**A/I :** *Et les Israéliens ?*

**MAH :** Comme je vous l'ai déjà dit au début, la philosophie qui sous-tend la position israélienne sur ces négociations consiste à maintenir le statu quo. La position est exactement la même que celle qui prévalait en 1948, quand Abba Eban avait dit à David ben Gourion qu'il fallait assister à la Conférence au sommet de Rhodes [au cours de laquelle se sont négociées les conditions d'armistice entre Israël et les États voisins avec lesquels la guerre d'Indépendance ou la première guerre israélo-arabe avait été menée entre mai 1948 et juillet 1949] afin de poursuivre deux objectifs : le premier, éliminer politiquement le Comte Folke Bernadotte [principal médiateur des Nations unies assassiné quelques mois après par l'organisation paramilitaire clandestine Lehi, dans laquelle militait le futur premier ministre d'Israël, Isaac Shamir] et le second objectif, empêcher par n'importe quel moyen que ce soit l'internationalisation de Jérusalem et le droit au retour des réfugiés palestiniens.

**A/I :** *Vous ne pensez donc pas que les pourparlers vont aboutir ?*

**MAH :** Je ne crois pas que le gouvernement israélien soit en train de négocier de bonne foi. Par contre, il veut gagner du temps, parvenir à une autre trêve qui lui permettra de ne rien changer réellement et au cours de laquelle il va fournir une aide humanitaire à la bande de Gaza. Cette instrumentalisation de l'aide humanitaire lui permettra de se donner bonne conscience vis-à-vis de la

## Israël instrumentalise l'aide humanitaire pour faire bonne figure et maintenir son statu quo

communauté internationale tout en maintenant son statu quo.

**A/I :** *On a l'impression que vous vous méfiez des intentions de Netanyahu...*

**MAH :** Écoutez, pendant cette guerre, une certaine culture de la peur s'est implantée en Israël. Les Israéliens ont vu les roquettes arriver jusqu'à Tel-Aviv, Jérusalem, voire même jusqu'à Netanya. L'aéroport international de Ben Gourion a fermé temporairement l'espace aérien et plusieurs compagnies ont suspendu leurs vols, ce qui ne doit pas être sous-estimé. C'est pourquoi Netanyahu a décidé de mettre en marche une campagne aérienne, une opération terrestre et une réoccupation partielle de la bande de Gaza. Mais il s'est limité à faire simultanément le minimum des trois choses, et a été incapable d'anéantir le Hamas. Finalement, il a établi des objectifs restreints vis-à-vis de l'opinion publique – en disant tout d'abord que l'objectif de l'opération étaient les tunnels, puis que c'étaient les leaders du Hamas et finalement qu'il s'agissait des centres de commandement et de contrôle soi-disant cachés dans de grands édifices d'appartements – pour sauver la face vis-à-vis de ses partenaires de la coalition et de l'opinion publique.

**A/I :** *Et que pensez-vous du rôle joué par Mahmoud Abbas?*

**MAH :** En réalité, l'Égypte avait appelé Abbas pour qu'il intervienne en qualité d'intermédiaire, afin de parvenir à un cessez-le-feu le plus rapi-



Mahdi Abdel Hadi pendant l'entretien./J.G.

dement possible, ce qui fait qu'il a articulé une délégation commune en représentation des Palestiniens au cours des négociations indirectes au Caire. Cependant, il a manœuvré pour son compte, ce qui a suscité la colère du Hamas qui n'avait pas été consulté. L'acteur qui a joué un rôle dans les coulisses pour tenter qu'Abbas rapproche ses positions avec le Hamas au moment de négocier au Caire a été le Qatar [là où réside depuis le début de la guerre en Syrie, le chef du bureau politique du Hamas en exil, Khaled Mechaal, avec lequel Abbas s'est réuni sous les auspices de l'émir du Qatar], visant aussi l'empowerment du Hamas qu'il soutient politiquement et économiquement. Par ailleurs, le Hamas a mis tous les œufs dans le même panier du Qatar et espère qu'il pourra obtenir l'appui d'autres pays comme l'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis.

**A/I :** *Que pensez-vous du rôle de la communauté internationale?*

**MAH :** Je crois que le rôle le plus constructif a été celui joué par l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni qui ont été non seulement les promoteurs d'une résolution de la part du Conseil de sécurité des Nations unies, mais ont aussi été le moteur d'action au sein de l'Union européenne [laquelle, à l'initiative de ces trois États membres, s'est montrée disposée à réactiver la mission d'assistance frontalière EUBAM Rafah et à élargir ses compétences au reste des points de passage de Kerem Shalom, d'Erez et de Karni, ainsi qu'à participer aux tâches de reconstruction de l'aéroport et de construction d'un port pour la mise en place d'un ferry qui communiquerait avec le port de Larnaca à Chypre, là où des contrôles d'identité des passagers et de sécurité des marchandises se-

## La communauté internationale n'a aucune stratégie, elle agit de manière réactive

raient réalisés par des agents de police et des fonctionnaires des douanes européens]. Par contre, dans le cas des États-Unis, je considère qu'il y a un soutien verbal mais qu'ils sont littéralement débordés par d'autres conflits ouverts au Moyen-Orient, comme par exemple en Syrie, en Irak et au Yémen.

**A/I :** *Et le reste des pays et des organisations internationales ?*

**MAH :** À mon avis, il n'existe aucune stratégie de la part de la communauté internationale, qui est en train d'agir de manière tout à fait réactive. Elle réagit en fonction de l'évolution des événements, sans la moindre vision, ce à quoi contribue la conjoncture de faiblesse actuelle dont font preuve les USA. Les Nations unies, la Ligue arabe, l'Organisation de la Conférence islamique... se montrent aussi impuissantes. Elles démontrent toutes un certain laisser-aller vis-à-vis de leurs tâches, ce qui pourrait faciliter les choses à ceux qui veulent saboter le processus de négociation et d'accord au Caire, car à mon avis, la situation que nous vivons manque de leadership international et de vision stratégique.

**A/I :** *Cela étant, comment voyez-vous l'avenir à court terme ?*

**MAH :** Je crois que la trêve actuelle va tenir et qu'Abbas va réaffirmer sa position de leader palestinien [bien que d'après le dernier sondage d'opinion réalisé par le célèbre expert en démoscopie palestinien, Khalil Shikaki, si des élections présidentielles avaient lieu, Abbas se-

rait évincé par l'ancien premier ministre et dirigeant du Hamas dans la bande de Gaza, Ismaël Haniyed] après avoir accepté la responsabilité de déployer un millier d'agents de la Garde présidentielle au poste-frontière de Rafah et tout au long du couloir de Philadelphie [délimitation frontalière entre la bande de Gaza et l'Égypte, sous laquelle se trouvaient des centaines de tunnels utilisés pour la contrebande – principalement de biens de consommation et de matériaux de construction, mais aussi d'armes, des munitions et d'explosifs – qui ont été systématiquement détruits par l'armée égyptienne, depuis qu'Al Sissi a pris le contrôle du pays en juillet 2013], ainsi qu'aux autres différents points de passage d'Erez, de Karni et de Kerem Shalom. À partir de là, l'Autorité palestinienne tentera de participer avec les organisations internationales et des agences des Nations unies, à la distribution massive d'aide humanitaire dont je parlais auparavant. Pendant ce temps-là, le Hamas en profitera pour penser ses plaies et pour essayer d'accumuler suffisamment de légitimité pour participer à cette phase de transition dans laquelle nous entrons maintenant. De son côté, le gouvernement israélien s'efforcera de maintenir le statu quo pour pouvoir poursuivre la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est [territoires où le nombre de colons dépasse déjà 550 000 et augmente chaque année]. Par ailleurs, Netanyahu continuera à considérer la bande de Gaza comme s'il s'agissait d'un territoire ennemi et à instrumentaliser la figure d'Abbas dans son propre intérêt.

**A/I :** *Croyez-vous que la guerre a mis un terme à l'accord de réconciliation nationale palestinienne, obtenu à la fin du mois d'avril ?*

**MAH :** Pour l'instant, le gouvernement de transition de technocrates dirigé par le premier ministre, Rami Hamdallah, continue à fonctionner, ce qui est bon signe. Il semblerait qu'Abbas et Mechaal, lors de leur dernière rencontre à Doha, sous les auspices de l'émir de Qatar, soient arrivés à un type de *gentlemen's agreement*, mais il reste à voir s'il portera ses fruits ou pas, en fonction de l'évolution des pourparlers du Caire et de la situation sur le terrain. Dans l'immédiat, les principaux défis de la réconciliation nationale passent par la recherche d'un consensus autour de la table du Caire sur une stratégie de négociation, afin de renforcer la situation actuelle de trêve, par une gestion efficace de l'énorme aide humanitaire, par l'établissement des bases de la reconstruction de la bande de Gaza et par l'articulation d'un système de paiement des salaires à 40 000 fonctionnaires du Hamas qui soit acceptable pour la communauté internationale et pour Israël. Tout ceci doit se produire dans un laps de temps compris entre six mois et un an. À partir de là, le moment sera venu de remplir des tâches majeures, comme celles de la réforme institutionnelle de l'Autorité palestinienne, la reconstitution de l'OLP, la tenue d'élections présidentielles et législatives et la création d'un État indépendant territorialement contigu, économiquement viable et coexistant dans la paix et la sécurité avec ses voisins. ■